



**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre à dix-sept heures trente, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 21 septembre 2015.

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Président  
- M. LAURENT, M. GOUVERNEUR, M. FEUILLET, M. GARET, M. SIMON, Mme GARCIA, M. BOSSOIS, M. MATHIEU, M. NOVAC, M. CADET  
- M. AUBRIOT, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BONTEMPS, Mme TURC suppléante de M. BUAT, M. CARON, Mme COLLET, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DERVOGNE, M. COUVREUX suppléant de M. DROIN, Mme DUHALDE, M. FRANCOIS, M. GAILLARD, M. GARNIER, M. REMY suppléant de M. GUILLEMIN, Mme MOUSSY suppléante de M. HOWARD, M. COLLET suppléant de M. HURSON, M. KAHLAL, M. KIHM, Mme LANDREA, M. MARIN, M. MENAUCOURT, M. MOITE, Mme MORAGNY, M. CORNUET suppléant de M. NOISETTE, M. OUALI, Mme PATIN, M. PEIGNE, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, Mme SALEUR, Mme TRAISET, M. TURCATO,

**Excusés :** Mme KREBS, M. RIMBERT, Mme AUBRY, Mme AYADI, Mme BETTING, M. BOUZON, M. BRUSA-PASQUE, M. BUAT, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme DORKEL, M. DROIN, Mme GALICHER, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, M. HOWARD, M. HURSON, Mme MACQUART, M. NOISETTE, Mme SAMOUR, M. SCHILLER, M. THIERRY, M. UTKALA, M. VALTON

**Ont donné procuration :**

Mme KREBS à Mme DECHANT  
M. RIMBERT à M. MARIN  
Mme AUBRY à M. FEUILLET  
M. CHARPENTIER à M. GARNIER  
M. CHEVANCE à Mme PIQUET  
Mme CLAUSSE à M. BOSSOIS

Mme DORKEL à M. KAHLAL  
Mme GALICHER à M. KIHM  
MME MACQUART à M. MATHIEU  
M. THIERRY à Mme SALEUR  
M. UTKALA à Mme TRAISET  
M. VALTON à M. TURCATO

**Secrétaire de séance :** M. FRANCOIS

---

**N° 87-09-2015**

**MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS COMMUNAUTAIRES RECEVANT DU PUBLIC - AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP)**

**Rapporteur :** M. GARET

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a renforcé les obligations incombant aux constructeurs et propriétaires de bâtiments publics ou privés recevant du public. Elle a étendu la notion de handicap afin de prendre en compte tous les types de handicaps, qu'ils soient physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques et imposé un objectif fort visant à l'obligation d'accessibilité de tous les ERP existants au 1<sup>ER</sup> janvier 2015 soit dix ans après sa parution.

A l'aube de cette échéance, et partant du constat que cet objectif ne pourrait pas être totalement atteint, le gouvernement a décidé de créer un nouveau dispositif introduit par l'ordonnance du 26 septembre 2014, pour donner aux propriétaires ou exploitants, la possibilité de poursuivre la mise en accessibilité de leurs établissements au-delà du 01 janvier 2015 dans un cadre juridique sécurisé. Ce dispositif est l'agenda d'accessibilité programmée dit « Ad'AP ».

L'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2015 reste applicable, mais le nouveau dispositif permet aux propriétaires ou exploitants d'un ERP non accessible à cette date de bénéficier de la suspension des sanctions prévues par le code de la construction et de l'habitation. Engager une démarche d'Ad'AP reste donc la seule option possible pour poursuivre en toute légalité les travaux de mise en accessibilité au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le dispositif consiste en un engagement à procéder aux travaux de mise en accessibilité d'un ERP dans le respect de la réglementation, dans un délai limité et dans le cadre d'une programmation pluriannuelle des travaux et des financements.

Des travaux sur la simplification de la normalisation ont permis d'aboutir parallèlement à la parution de l'arrêté du 8 décembre 2014 qui fixe de nouvelles règles techniques moins contraignantes pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant.

La Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est engagée dans une démarche d'élaboration d'un projet d'Ad'AP pour les 10 sites ERP constituant son patrimoine dès la parution des textes réglementaires. Elle a missionné un bureau d'études pour remettre à jour tous les diagnostics déjà réalisés (prise en compte de l'ajustement normatif pour les bâtiments existants et des travaux déjà réalisés), l'aider à définir une stratégie patrimoniale de mise en accessibilité et à arrêter une planification chiffrée des travaux selon un calendrier précis sur trois ans. Le projet d'Ad'AP a été finalisé après concertation avec les associations de personnes handicapées.

L'enveloppe estimative prévisionnelle pour la mise en accessibilité des bâtiments communautaires recevant du public s'élève au total à 100 500 € à répartir la selon la planification pluriannuelle des travaux retenue comme suit :

1<sup>ère</sup> année : 44 600 €

2<sup>ème</sup> année : 32 650 €

3<sup>ème</sup> année : 23 250 €

Une attestation d'achèvement devra être établie par un bureau de contrôle agréé ou un architecte après l'achèvement de tous les travaux et actions de mise en accessibilité.

Ces documents devront être transmis pour contrôle au Préfet.

Le Conseil Communautaire est invité à :

- adopter le projet d'Ad'AP patrimonial (ERP communautaires) qui devra être validé par M. le Préfet,
- s'engager à mobiliser pendant toute la durée de l'Ad'AP (3 ans), les moyens humains et financiers nécessaires à la mise en accessibilité du patrimoine bâti communautaire,
- autoriser Monsieur le Président à effectuer au nom de la Communauté d'Agglomération, toutes les démarches administratives nécessaires pour mener à bien cet agenda y compris les demandes d'autorisation de travaux ou de permis de construire en lien avec les travaux de mise en accessibilité.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON